

CIBLE

Facs

Dans l'Université, le malaise est profond, ancien et croissant. Des locaux dans un état souvent lamentable, des amphis surchargés, des professeurs débordés, un personnel administratif accablé de tâches, des débouchés incertains...

La crise latente de l'université engendre régulièrement des protestations, des grèves et des révoltes. On se souvient que la dernière, il y a deux ans, mit à mal un gouvernement qui ne sut répondre aux angoisses exprimées dans la rue que par la répression. Alors à quand la prochaine, puisqu'aucun problème n'a été résolu ?

L'actuel ministre de l'Éducation nationale est sans aucune doute plus lucide et plus attentif que son prédécesseur immédiat. Mais une politique se juge à ses résultats tangibles, qui se font attendre depuis trop longtemps. Réformes et promesses n'ont pu éviter que le seuil de l'intolérable soit dépassé. C'est maintenant un plan de sauvetage qu'il faut immédiatement mettre au point.

Perspective

L'Allemagne et l'Europe



Nouvelle Calédonie

L'avenir du caillou

(page 3)

Débat

Les foulards islamiques

(p. 6-7)

M 2242 - 525 - 13,00 F



Cité

N° 21 - 35 F

Revue de la Nouvelle Citoyenneté



Dossier

1789

François

FURET

Vient de paraître !

Au sommaire
du N° 21 de Cité :

Dossier REVOLUTION 1789

- Entretien avec François FURET
- Colloque «Célébrer 1789» avec les interventions de Blandine Barret-Kriegel, Jacques Solé et Lucien Sfez
- Les prémices de la Révolution en Limousin
- L'opinion avant la Révolution
- Evénements méconnus de la Révolution
- Burke et la représentation nationale
- David, l'Art et la Révolution

CHEMINS DU MONDE

- Images des Seychelles
- Notes sur les Etats-Unis

Le numéro 35 F
franco

Immigration

Jean-Claude Barreau
nous répond

Dans le n°523 de «Royaliste» nous avons assez vivement critiqué Jean-Claude Barreau: dans un entretien accordé au «Monde» le président de l'OMI et de l'INED avait avancé un certain nombre de chiffres concernant l'immigration que nous avons contestés. Fidèle lecteur de «Royaliste», J.-C. Barreau réagit ici.

Je suis un fidèle lecteur de «Royaliste». L'article de Nicolas Palumbo m'a d'autant plus déconcerté. Votre collaborateur met en cause mon interview dans le journal «Le Monde» avec passion (c'est d'ailleurs le titre de la chronique) illustrant ainsi la difficulté que je soulignais dans «Le Monde» de parler de l'immigration sans passion.

Car à l'évidence, il ne m'a pas bien lu. D'abord cet interview contenait peu de chiffres; pour l'essentiel il énonçait les éléments d'une politique «ouverte» et raisonnable de l'immigration et de la natalité. Ensuite ces chiffres n'ont rien de fantaisiste. Palumbo me reproche de ne pas comptabiliser les sorties. C'est faux. J'en estime le nombre à 50.000 par an, selon les chiffres de la Direction de la Population. Nous touchons là à la difficulté du problème: «l'absence de données fiables et de statistiques

scientifiques», dit Palumbo avec raison. Mais là où il a tort c'est qu'en matière de circulation des personnes, il s'agit toujours d'estimations raisonnables, sauf à contrôler la circulation des personnes comme les régimes autoritaires eux-mêmes n'arrivent plus à le faire !

Plus grave: Palumbo refuse avec passion de regarder la réalité en face, il écrit par exemple: «Parmi les demandeurs d'asile, seule une partie d'entre eux (25%) obtient effectivement gain de cause». Très juste, mais précisément les 75% qui sont refusés ne partent pas, ils restent. Je ne dis pas que c'est un mal, je constate.

Il me reproche aussi de «regrouper dans un même ensemble des contingents aux motivations aussi différentes que les demandeurs d'asiles, les bénéficiaires de regroupement familial, les étrangers qui implantent en France des PME, les étudiants, les touristes et les saisonniers».

Alors là je dis attention ! Je ne compte nullement les touristes (qui sont des millions comme immigrés), je dis seulement dans mon interview que «la plupart des clandestins ont un visa de tourisme» c'est quand même assez différent ! Quant aux saisonniers, je n'en parle pas dans «Le Monde». Président de l'Office qui organise leurs migrations, je sais assez qu'ils retournent tous chez eux, leur tâche accomplie.

Mais il est quand même vrai que les demandeurs d'asile dont l'immense masse reste chez nous (même s'ils n'obtiennent pas le statut), les épiciers mozabites, les bénéficiaires du regroupement familial (dont je souligne dans «Le Monde» qu'il est une «excellente chose» et les 3/4 des étudiants du tiers monde qui, malheureusement, ne retournent pas chez eux (malheureusement pour leurs pays d'origine, pas pour la France: il s'agit de drainage des cerveaux) sont vraiment de nouveaux arrivants.

Ce n'est pas parce que Le Pen dit quelque chose que je vais dire le contraire. La démagogie de Le Pen se nourrit de notre silence honteux. Faut-il que «les passions» aveuglent Nicolas Palumbo pour avoir méconnu que mon article était un plaidoyer pour l'ouverture des frontières et pour avoir pensé que le président de l'OMI et de l'Ined avait pu faire un article d'impulsion «piqué par une mouche». Cet interview, je l'ai médité six mois et suis prêt à en débattre quand vous voudrez avec «Royaliste». Amicalement.

Jean-Claude BARREAU

royaliste

SOMMAIRE: p. 2: J.-C. Barreau nous répond - p.3 : Courage et continuité - Marchais - p.4: L'offensive nipponne - Droque - p.5: Le laboratoire italien - p. 6-7 : Du bon usage d'une crise - Non au foulard islamique - p.8 : Et Louis XVI ? - La question allemande - p.9 : L'homme régénéré - p.10 : L'ingratitude féconde - Sur le fil - p.11 : Action royaliste - Les jeunes à l'affiche - p. 12 : Editorial : Politique et fatalité.

REDACTION-ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎(1) 42.97.42.57
Dir. de la publication: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (75 F), six mois (140 F), un an (220 F), soutien (350 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Nouvelle Calédonie

Courage et continuité...

Tragique épilogue à la phase aiguë de la grande crise néo-calédonienne, la mort de Jean-Marie Tjibaou laisse encore aujourd'hui les milieux indépendantistes canaques dans une sorte d'abattement. Heureusement, les accords de Matignon demeurent aux yeux de presque tous la charte d'un statut rénové et d'un développement du territoire et de ses îles.

Il ne faudrait pas que l'opinion métropolitaine, faute d'éclats dramatiques et de thèmes partisans, relègue aux oubliettes ce qui nous est apparu dès l'abord comme la plus intéressante tentative d'émancipation coloniale menée par la France en ce siècle.

L'une des conditions de sa réussite réside, qu'on le veuille ou non, dans la cohésion du rassemblement FLNKS autour des continuateurs des leaders assassinés. Assurer leur relève à la tête de sa principale composante qu'est l'Union Calédonienne est chose faite depuis le plébiscite de François Burck lors du dernier congrès. Mais la première embûche vient du poids dominant que pèse cette formation aux dépens de ses alliés minoritaires. Ceux-ci pourraient être sollicités à la prochaine crise de rejoindre le FULK en rupture avec le consensus des Accords Matignon. L'élection prochaine du Président du Front devra procéder à ce rééquilibrage sous peine d'émiettement.

Seconde difficulté, la promotion d'élites canaques aux responsabilités locales, provinciales et parlementaires a pu en griser quelques-uns, et motiver chez l'électeur de base un écœurement précoce à l'égard de ces nouveaux notables. Maladie infantile des civismes naissants, cette réaction sera d'autant plus dommageable que ces élus prouveraient leur impuissance à maîtriser les grands projets dont ils ont la charge.



■ Le fragile consensus des accords de Matignon

Or le développement industriel, agricole et commercial exige des choix clairs entre lesquels les diverses tendances du FLNKS, et les conseillers européens qui les assistent, semblent se déchirer. Faut-il privilégier les coopératives, les sociétés anonymes ou les projets individuels ? Il n'est pas aisé pour un mouvement de résistance de donner un contenu cohérent à la gestion qui lui échoit.

Enfin, la réforme foncière - dont il a fallu qu'une indiscretion nous apprenne les irrégularités répétées encore ces derniers temps - hésite, elle aussi, entre plusieurs modèles individualistes ou communautaires dont une longue dépossession n'a pas permis de faire l'expérience historique. La personnalité canaque devra s'exprimer dans ce domaine symbolique plus qu'en tout autre.

On voit que la chantier calédonien est loin d'avoir trouvé son plan définitif. Dans ces conditions, les déclarations tapageuses de parlementaires comme M. Melenchon (P.S.) qui vont défausser là-bas les cartes idéologiques dont ils n'ont que

faire en métropole, sont pour le moins intempestives. Se faire, à peu de frais, le héraut de l'indépendance canaque, c'est oublier que le référendum promis, quelle qu'en soit l'issue, viendra sanctionner la réussite, ou l'échec, d'une émancipation réelle. Et que l'indépendance, même mâtinée d'association, est une calembredaine s'il s'agit de confirmer le Caillou dans son sous-développement.

A cet égard, on souhaite que le Gouvernement lui-même tienne jusqu'au bout ses engagements et ne retienne pas frileusement par devers lui les compétences attribuées aux provinces. Une politique courageuse ne se juge pas à l'aune de ses exploits, mais aussi et surtout à la continuité dont elle fait preuve.

Luc de GOUSTINE

Nécro

Marchais

Il y eut une époque - s'en souvient-on ? - où Georges Marchais faisait peur : face à la perspective d'une victoire de la gauche, le secrétaire général du parti communiste était décrit comme un nouveau Lénine qui ne ferait qu'une bouchée d'un Mitterrand promis au sort de Kérenski.

Il y eut une époque où Georges Marchais faisait sourire par ses palinodies, et provoquait le dégoût lorsqu'il tentait de justifier l'intervention soviétique en Afghanistan ou la répression en Pologne.

Ces deux époques sont révolues. Au moment où l'Europe vit des changements décisifs, toutes les analyses sont utiles, toutes les opinions méritent d'être entendues. Toutes, sauf celles de Georges Marchais. Ses mensonges auto-justificateurs ne sont plus capables de provoquer l'intérêt, l'amusement ou le dégoût : ils relèvent de la pathologie des dirigeants, ou de l'archéologie des dogmatismes.

Le parti communiste est le seul lieu où Georges Marchais est encore capable de nuire, puisqu'il y remplit les fonctions de grand liquidateur. En acceptant que se perpétue la dictature de la bêtise, les dirigeants et les militants communistes consentent en effet à la disparition de leur tradition intellectuelle et politique. Beaucoup l'ont compris et s'en vont. Mais ils partent les uns après les autres, sans stratégie ni projet cohérents, ce qui les expose à l'isolement et à la division. Triste fin du communisme en France.

Sylvie FERNOY

Minitel :

36.15 AGIR * NAR

Héroïne

Drogue

A l'initiative du président de la République, une délégation générale à la lutte contre la drogue a été créée, dont le conseil des ministres du 8 novembre a confié la responsabilité à Georgina Dufoix.

Il faut se féliciter de cette initiative et de ce choix. D'une part, l'Etat avait besoin de se doter d'un organisme capable d'envisager l'ensemble de la question (non seulement la toxicomanie, c'est-à-dire l'usage de stupéfiants et le danger qu'il fait courir aux personnes, mais aussi la drogue en tant que telle et son commerce) et de mettre en œuvre une stratégie cohérente. D'autre part, le choix de Mme Dufoix comme déléguée générale est particulièrement judicieux, en raison de son sens de l'Etat, de son efficacité et de son expérience d'ancien ministre des Affaires sociales.

La nouvelle déléguée se trouve confrontée à une tâche immense. Elle concerne la prévention d'un usage qui est en partie le signe d'un malaise social, les structures d'accueil et de soins, mais elle a aussi un enjeu politique que le président de la République a précisé lors de son récent voyage en Amérique latine. Une répression efficace du commerce international de la drogue pose en effet le problème de la misère des populations qui la cultivent, du cours de certaines matières premières et des circuits financiers qui permettent le blanchiment de l'argent sale, notamment sur le plan européen.

Nos vœux accompagnent Georgina Dufoix.

Y.L.

Etats-Unis

L'offensive nipponne

Même s'il faut la relativiser, car l'économie américaine n'est pas aussi sinistrée que le disent certains journalistes en mal de sensations fortes, la percée des investissements japonais aux Etats-Unis est alarmante et doit nous amener à réfléchir sur la politique industrielle menée par les Japonais depuis plusieurs décennies.

Certes, l'économie américaine n'est plus l'économie dominante des années 50, 60 et 70, époque où Claude Julien publiait *L'empire américain*, ouvrage dans lequel il montrait, statistiques à l'appui, que les Etats-Unis sans avoir jamais eu de colonies, était en passe d'imposer ses lois marchandes au monde.

Autres temps, autres mœurs, on constate aujourd'hui un rééquilibrage, en faveur du reste du monde. En effet, pour la première fois en 1988, les firmes américaines ont moins investi à l'étranger que les étrangers, aux E.U. Par ailleurs, ce sont des avoirs japonais qui financent les déficits américains du commerce extérieur et du budget. C'est aussi grâce aux Japonais que Wall-Street a pu se refaire une santé après le krach d'octobre 1987. La puissance japonaise trouve ses racines dans les excédents commerciaux, des disponibilités financières et un yen fort, mais, contrairement à ce que l'on pourrait croire à la lecture de ces faits, le capitalisme américain a encore de beaux jours devant lui.

Replacé dans le contexte de l'économie mondiale des années 80, *«le capitalisme des Etats-Unis, comme le note Michel Beaud, reste fort (...) Il est le seul à avoir constitué une économie nationale / mondiale cohérente et hiérarchisée»* (1). Ses

atouts, toujours selon M. Beaud, résident dans la diversité de ses relations commerciales avec les deux autres pôles de l'économie mondiale que constituent la C.E.E. et le Japon, ainsi que dans les liens économiques tissés avec le continent nord américain, l'Amérique latine, les nouveaux pays industrialisés d'Asie, mais aussi avec le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Australie, les Philippines ou l'Inde. En comparaison, le commerce extérieur japonais demeure encore très marqué par l'importance de ses échanges avec les Etats-Unis, les « quatre dragons » (Hong-Kong, Corée du Sud, Singapour et Taïwan) et, dans une moindre mesure, l'Europe.

D'autre part, le commerce extérieur des Etats-Unis est essentiellement fondé sur les investissements directs et la création, par des firmes multinationales, de filiales à l'étranger, tandis que celui du Japon est axé sur les exportations.

Tel est le constat que l'on peut dresser à l'aube des années 90, avec toutefois une amorce de changement décelable dans la multiplication, depuis un an ou deux, des rachats d'entreprises américaines par des firmes japonaises aux Etats-Unis. Ceux-ci ne sont pas l'effet du hasard, ils s'intègrent à une stratégie longuement réfléchie

comme en témoignent les deux exemples suivants.

Le rachat, en 1987, de CBS par Sony, a permis au plus grand fabricant de radio du monde de devenir le plus important éditeur de musique. Aujourd'hui, le rachat de « Columbia pictures » par Hivision entreprise japonaise implantée aux Etats-Unis, leader dans la recherche sur la télévision à haute définition, lui permet d'acquérir des programmes grâce auxquels elle pourra, ensuite, imposer son standard. Se fondant sur une loi vieille comme l'audio-visuel selon laquelle ce sont les industries détentrices de programmes qui finissent par dicter leur loi aux industries fabriquant du matériel.

L'exemple de Hivision mérite qu'on s'y arrête. En effet, si l'on observe de près la composition du capital de cette entreprise on s'aperçoit que les actionnaires principaux sont Nippon steel (groupe sidérurgiste), Mitsubishi (trust industriel), Dentsu (publicitaire), Seibu (spécialisé dans la distribution), neuf banques japonaises, quatre compagnies d'assurance japonaises, les géants de l'électronique que sont Sanyo, Toshiba, Matsushita et... Sony. Le Miti (ministère de l'économie, de l'Industrie et du commerce extérieur, chapotant l'ensemble. Et comme les japonais ne font jamais les choses à moitié, le ministère des postes monte la même opération avec Nippon Hivision.

Nos docteurs ès-libéralisme feraient bien de méditer cet exemple qui illustre la réussite d'une stratégie de politique industrielle établie sur le long terme et la collaboration entre l'Etat et les entreprises.

Patrice LE ROUE

3 et 4 Février : Congrès de la N.A.R.

Adhérez pour pouvoir participer au Congrès !

(1) Michel Beaud, *L'économie mondiale dans les années quatre-vingt*, La Découverte, prix franco: 175 F.

Le laboratoire italien

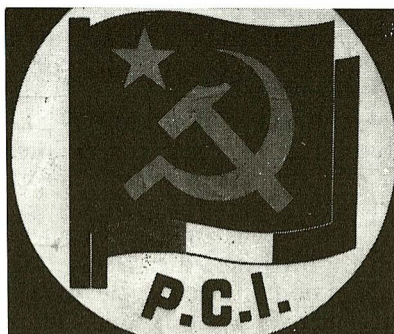
L' Histoire ne marche pas au même rythme partout. En occident, l'ébranlement comparable à celui que vit l'Est s'est produit vingt ans plus tôt. Gorbatchev devrait rencontrer Paul VI pour apprendre de lui comment gérer l'aggiornamento d'une Eglise: les temples désertés, les clercs défroqués, la crise des vocations, l'agenouillement devant le monde, la liturgie en langue vernaculaire, la liberté religieuse. Peut-on imaginer que l'internationale rouge survivra comme la noire au prix de l'abandon du rite de St Pie V ?

La réponse viendra plutôt d'Achille Occhetto. Le PCI, contre toute attente, a su conserver sa base à travers plusieurs évolutions en épingle à cheveux qui l'ont conduit de Peppone à Duverger, ou plus sérieusement du stalinisme à la voie nationale avec Togliatti, du compromis historique (avec la Démocratie chrétienne) et de l'euro-communisme de Berlinguer au «réformisme profond» d'Occhetto. Comment le militant de base et l'électeur moyen pouvaient-ils suivre ? Et pourtant ils ont suivi d'autant mieux, semble-t-il, que le parti changeait, par comparaison avec le PCF qui perdait ses troupes à force de ne pas évoluer. Gorbatchev, à la tête de la délégation soviétique aux obsèques de Berlinguer en 1984, alors qu'il n'était pas encore premier secrétaire, avait déjà beaucoup appris.

Peut-on formuler à partir de l'exemple italien une hypothèse sur l'évolution du communisme et du socialisme en Europe de l'Est ? En politique extérieure, on a déjà vu que les relations internationales avec Moscou peuvent en sortir renforcées (1). En politique intérieure, les enjeux sont plus serrés mais il n'est pas dit que les communis-

Gorbatchev en Italie aura trois rencontres de portée internationale: le pape Jean-Paul II, le président Bush et, contre toute apparence peut-être la plus importante des trois, le secrétaire-général du PCI.

tes (ou ex) aient perdu d'avance. En effet, que vont devenir ces communistes en cours de démobilisation ? Les situations sont fort diverses.



Dans un premier cas de figure, le rejet paraît tel qu'il risque d'aller jusqu'à l'abandon total du passé et à l'adoption des thèses les plus opposées: des réfugiés de RDA votent pour l'extrême-droite; des Hongrois se précipitent dans un capitalisme forcené comme ces municipalités, bastions du PCF, qui ont basculé à l'UDF sans daigner s'arrêter au stade intermédiaire du P.S., ou ces ex-staliniens devenus des sectateurs de l'anti-communisme primaire, intellectuels gardant le devant de la scène avec le même aplomb et les mêmes certitudes, brûlant ce qu'ils adoraient. Pour n'avoir rien prévu de ce qui se passe, ils s'empressent aux extrêmes pour rattraper une Histoire qui ne sera jamais aux rendez-vous qu'ils ont la prétention de lui fixer. Le président Mitterrand a mis en garde contre ces excès (à Valladolid).

Dans un second cas, au contraire, il y a un refus du capitalisme y compris de la social-démocratie dans la mesure où elle ne serait qu'un social-capitalisme, une volonté de

revenir aux sources du socialisme accompagnée d'une forme d'entrisme des communistes dits réformateurs dans les nouvelles structures d'opposition qu'ils chargent à gauche. C'est Neues Forum en RDA qui cherche à définir «un modèle allemand de socialisme», la prudence observée par le PS (ex-ouvrier) hongrois, l'éclatement attendu du POUP polonais qui pourrait accentuer les tendances centrifuges au sein de Solidarnosc entre une gauche laïque (parfois d'ex-communistes) et un centre ou centre-droit catholique et national.

Dans un troisième cas encore, on peut voir à la faveur de la disparition du corps de doctrine marxiste, le dévoiement des valeurs anciennes devenues folles dans le sens libertaire, écologique, féministe, etc.

Aucun cas de figure ne permet de voir se profiler à l'horizon l'extension de la social-démocratie de l'Atlantique à l'Oural, toutes choses restant égales d'ailleurs avec seulement un plus qui serait la liberté: c'est «une vue théorique» a dû reconnaître François Mitterrand.

La perspective peut même être renversée. Pourquoi ne pas imaginer que les partis sociaux-démocrates, après l'euphorie de l'exercice du pouvoir et l'épuisement de leur programme, comme le parti radical et le programme de Belleville, voient ressurgir à côté d'eux ou en leur sein une nouvelle pensée socialiste, à la recherche de la philosophie perdue, en liaison avec leurs correspondants à l'Est et en repartant d'un Marx réinterprété pour la enième fois comme en 1968 ?

On se retrouverait ainsi,

toutes proportions gardées, dans l'hypothèse de Litvinov à laquelle Staline avait préféré celle de la constitution des deux blocs au lieu d'une Europe moins satellisée mais tout entière ouverte à l'influence du socialisme marxiste comme le suggérerait le ministre des Affaires étrangères soviétique.

Un retour aux sources implique qu'on envisage la totalité des sources et que l'on reconnaisse qu'on s'en est beaucoup éloigné à l'Est mais aussi à l'Ouest! Le PCI peut bien s'intituler demain social-démocrate ou gauche unitaire. Il n'en sera pas moins d'une autre essence que le socialisme à la Française issu de Jaurès et de Blum, et plus éloigné de celui-ci que de la social-démocratie allemande. Au-delà de 1920, il faudrait remonter à 1904 (le congrès de la seconde internationale d'Amsterdam), au-delà du Congrès de Tours, il faudrait remonter à la Charte d'Amiens (1906), mais ceci est une autre histoire.

Le mini-sommet Bush-Gorbatchev ne mérite lui qu'un seul mot: Bjorkoë ! Là deux croiseurs au large de Malte, ici un yacht en mer Baltique. A bord, les deux dirigeants dont dépend la guerre ou la paix du monde, seuls, sans public. En 1907, Guillaume II arracha du naïf Nicolas II un accord secret qui allait à l'encontre de l'alliance franco-russe et eut empêché l'adhésion de l'Angleterre. Il fallut toute la résolution du gouvernement pour obliger le Tsar à consulter la France, ce qui revenait à tenir sa signature pour nulle et non avenue. Le soupçon entretenu par ce secret naval avait duré plusieurs mois. Espérons qu'il n'en sera rien cette fois. Le précédent vaut toutefois d'être rappelé.

Yves LA MARCK

(1) Cf. précédent n° de «Royaliste».

Du bon usage des crises

L'affaire des foulards permet de clarifier de vieux débats, et permet la mise en œuvre d'une politique d'intégration.

Distinguons d'abord, sans les séparer, le débat sur le voile du débat sur la laïcité. Le port du voile mobilise des opinions. Elles se séparent sur le point de savoir s'il s'agit d'un signe d'appartenance à une communauté ou d'une marque aliénante pour celle qui le porte. Reconnaissons qu'il est difficile de trancher cette question, et n'oublions pas que l'aliénation de la femme n'est pas le propre des sociétés musulmanes: la figure du Père est prédominante dans l'ensemble des sociétés méditerranéennes, et certaines familles portugaises catholiques ne sont pas les dernières à demander que les filles ne participent pas aux cours de gymnastique...

S'il y a débat entre les musulmans, et entre les non-musulmans, sur la question du voile, l'Etat ne peut ni ne doit le trancher sur le fond car il violerait en ce cas son propre principe de neutralité, et ceci de deux manières. Au nom de quoi (de quelle philosophie, de quelle anthropologie), l'Etat pourrait-il décider que le voile est aliénant ? Et comment pourrait-il réglementer le port de signes musulmans (ou prétendus tels) en ignorant les autres signes ou insignes religieux ?

Ainsi, quelle que soit notre opinion sur le port du voile, nous sommes à nouveau contraints de nous interroger sur l'application du principe de laïcité dans l'école publique. Je maintiens que ce débat est capital, et qu'il n'est pas réglé en raison de l'ambiguïté de notre doctrine laïque, qui se décline tantôt sur le mode de la tolérance, tantôt sur le mode, jacobin, de la lutte contre les obscurantismes et contre les particularismes. Si l'on regrette les rigueurs laïcistes à l'égard du catholicisme et des particula-

rités régionales, peut-on les accepter quand il s'agit d'une autre religion ou d'une autre coutume ?

Je m'empresse d'ajouter que la tolérance n'implique pas le laxisme, mais une claire définition des limites dans lesquelles elle s'inscrit. Or les limites légales et réglementaires de l'expression religieuse sont depuis longtemps fixées - qu'il s'agisse du contenu des programmes, de la mixité, ou du prosélytisme. S'il y a une offensive intégriste sur ces points, elle sera inmanquablement brisée.

Ce qui nous amène à la question politique. Le risque de subversion intégriste me paraît largement surestimé pour trois raisons. D'une part, je l'ai dit, la solidité de notre état de droit et des règlements qui en procèdent. D'autre part, la faiblesse numérique de l'intégrisme islamique qu'une représentation de la communauté musulmane ferait apparaître. Enfin la résistance de la communauté musulmane qui, depuis que la question du foulard a été posée, n'a pas connu la contagion mimétique que l'on pouvait redouter.

La très forte capacité d'intégration de la société française se vérifie une nouvelle fois à la faveur de cette crise, qui révèle en outre que la droite et la gauche sont d'accord sur le principe d'une politique d'intégration et sur la nécessaire représentation des musulmans.

Comme souvent dans notre pays, les passions qui s'expriment permettent de vérifier les points acquis, et de prendre les mesures qui tardaient. Telle est la chance que nous offre l'affaire des foulards. Au gouvernement de la saisir.

Bertrand RENOUVIN

L'intolérable d'abord. Des intégristes ont tenté un coup de force sur l'opinion publique en invoquant les devoirs de la liberté qu'ils récuse pour eux-mêmes et, plus gravement un coup de force sur la conscience des musulmans de France: c'est la dimension islamo-islamiste de l'affaire.

Les jeunes filles de Creil n'ont certes pas comploté et il serait absurde de gonfler l'importance, en France, des fous de Dieu. Mais la menace existe: faute d'avoir bénéficié d'une politique intelligente et généreuse d'intégration, nos compatriotes musulmans sont fragilisés, déchirés souvent entre une mémoire sécurisante et l'appel de l'avenir. Si nous ne les aidons pas à formuler par eux-mêmes un Islam actualisé, comptons sur les intégristes pour, exploitant le désarroi, élargir la faille et le trouble. Ils ne voileront pas la France: mais travaillant l'angoisse, ils l'inviteront à se reposer dans la lettre magique du Coran, à se réfugier dans la troublante et délicieuse chaleur des système clos. C'est un risque.

Il est d'autant plus insupportable qu'il s'exerce en priorité sur les femmes, au statut fragile dans une communauté fragile. On ne peut s'aveugler sur la signification du foulard: en Islam, le temps n'a pas affaibli la charge symbolique du signe. Il s'agit bien de la première pièce d'un système de subordination de la jeune fille et de l'épouse: première pièce visible, - et c'est en ce sens qu'il faut mener le combat tout de suite, sur le terrain des droits acquis de la femme. Il faut dénoncer la peur: peur de la vie, de l'altérité, du désir. Dénoncer une logique qui produit de l'identique et qui déréalise d'autant plus volontiers les consciences qu'elles viennent d'ailleurs. Il faut dénoncer ces situations de domination où la dominée accomplit le refoulé du domi-

Le débat sur les «foulards islamiques» bat son plein, même à la N.A.R. Réagissant aux prises de position des derniers numéros de «Royaliste» notre ami Alain Flamand nous donne ici la sienne, tandis que Bertrand Renouvin souligne l'utilité de ce débat qui, au-delà de son aspect passionnel, a le mérite de nous obliger à poser les bons problèmes. Dans un prochain numéro de «Royaliste» nous donnerons la parole à nos lecteurs qui ont déjà réagi nombreux sur cette affaire.

Non au foulard islamique

nant: la belle liberté, la belle passion de l'humiliation sur quoi prospèrent tous les fascismes! Oui, la femme est libre, cheveux au vent, elle est l'autre, le tout autre qui agrandit la vie parce qu'elle la questionne dans sa lumière énigmatique: et voilà aussitôt la peur abjecte qui rôde, de ceux qui la réduisent au signe gouvernable, à la fonction réductrice dont seuls ils retiennent le premier et le dernier mot. Insupportable! Les voiles ont un bel avenir: ils couvrent les morts. Mais pour la vie, je préfère les leçons de courage des jeunes filles que j'ai vu, dans un pays du Maghreb où j'ai longtemps enseigné, mener un combat quotidien contre le Père, dans le respect du père, contre le Frère, dans l'amour du frère, afin d'échapper à la fatalité du cousin, du retrait, du silence, du «statut personnel», jeunes filles dont j'ai entendu les plaintes et les espoirs qu'elles plaçaient dans la grandeur libératrice de la France...

Aujourd'hui ma mémoire

blessée et quelque peu honteuse ne peut retenir ce cri: *«Jeunes femmes qui rêvez encore la France, de part et d'autre de la Méditerranée, tenez bon: un Ministre défaillant n'a plus l'âme de son pays sur les lèvres, une poignée de fanatiques pitoyables ne déferont pas les liens que vous tissez patiemment avec la liberté française. Vous serez demain les filles musulmanes de France: - musulmanes, ô combien nécessaires à nos cœurs privés de transcendance et françaises dans la mémoire de 89 qui rassemble!»*.

Car c'est aussi cette mémoire-là qui est blessée: la mémoire des valeurs qui rassemblent. Second aspect - franco-français - de l'affaire.

On a avancé un peu vite un débat sur la laïcité, avec ici et là - double refoulé - des accents de guerre civile rougeoyant sous la cendre. Ce débat me paraît d'autant plus suspect qu'il jette l'incendie sur la forêt qui cache l'arbre: qui sait encore ce qu'est la laïcité? Est-il encore per-

tinent de la définir, comme on l'a fait ici même, en terme de ou bien... ou bien: ou bien comme une mentalité guimauve sans force et sans goût adaptable à toutes les formes et à tous les goûts, ou bien comme le dernier carré d'un positivisme court et désuet? La laïcité a évolué, - s'en est-on aperçu dans le sommeil des querelles? Elle n'est plus objet réel de guerre intestine, c'est aujourd'hui un espace commun où triomphe, au profit de tous, ensemble ceux qui croient au ciel et ceux qui n'y croient pas, l'esprit du libre-examen. La laïcité est partout où s'enseigne la critique des sources, où se transmet le soupçon méthodique par quoi s'épurent, se fortifient, s'originent nos adhésions intellectuelles et l'expression même de notre foi religieuse.

Or voilà bien ce que les intégristes, d'où qu'ils viennent, ressentent comme une menace insupportable, comme la menace préalable: le risque que la liberté de penser par soi-même fait courir aux vérités figées.

Les signes religieux à la porte de l'école, ce n'est pas la porte fermée à la religion: c'est la mise à nu d'un espace où la pensée peut advenir en commun, c'est un point zéro des origines où celles-ci, qui ne sont pas oubliées, sont cependant mises à distance; c'est la mise à plat méthodique des conditionnements. Je ne crois pas que la laïcité ait aujourd'hui un autre sens: mais derrière les querelles qui l'ont obscurci, quel autre sens eut-elle? Peut-on ignorer que le port du foulard en classe entraverait l'exercice de ce bien commun de l'esprit: le libre-examen?

C'est aussi l'exercice de la démocratie, conçue comme recherche d'un espace public et profane, qui serait affecté, - chacun, assez vite, ne balbutiant plus dans la solitude que l'idiome de son origine. L'école n'a pas à être républicaine et l'on sait que l'Islam intégriste

s'accommode fort bien de la République: mais c'est à l'école que s'apprend la démocratie. Il n'y a pas de démocratie sans un lieu, une agora, où l'on se rassemble et où l'on se rassemble dans le même effort tourné vers la vie publique. La signification totalitaire du foulard, c'est que confondant le spirituel et le temporel, il confond le savoir et la pensée. L'école forme la pensée à la politesse: c'est pourquoi elle est politique.

La belle affaire, me dira-t-on: voici des principes beaux et froids; en attendant, des jeunes filles, qui ne mesurent sans doute pas l'enjeu des débats qu'elles ont soulevés, sont bousculées. J'entends bien. Mes collègues ont entendu, qui, fermes sur les principes, accueillent cependant les adolescentes, symboliquement: hors d'une salle de classe. Admirable démarche, mais qui ne règle rien.

Il est grand temps que l'Etat négocie avec les musulmans de France, leur représentation organique: à lui de leur permettre de se doter d'institutions représentatives, - jusques et y compris d'écoles musulmanes. Les musulmans qui le souhaitent doivent pouvoir, comme les catholiques et les juifs, envoyer leurs enfants dans des écoles religieuses: elles seront soumises aux lois et aux règlements qui fixent les programmes et les modalités des examens. Où est la difficulté? Elles ne seront pas coraniques: où est le problème?

Nos passions, souvent funestes, se sont éveillées; elles ont su cependant raison garder. Si les autorités de l'Etat pensent clairement et agissent avec fermeté et courage, nous éviterons une nouvelle affaire Dreyfus. La France, qui a la passion de la Liberté, est de nouveau convoquée: le monde qui l'attend, inquiet et agité, la regarde avec ses yeux de femme qui espère.

Alain FLAMAND



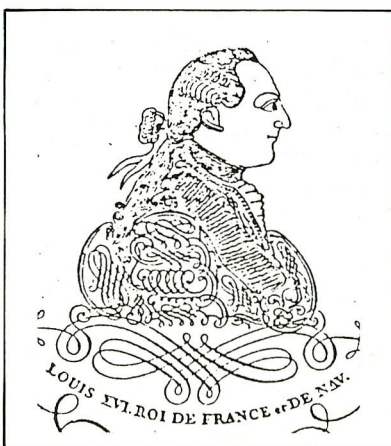
Bicentenaire

Et Louis XVI ?

Un point de vue trop dédaigné cette année: celui du roi, qui pourtant en 1789 était encore «l'Etat». Le recueil de textes que publient Paul et Pierrette Girault de Coursac pallie efficacement cette lacune.

Liquidons les clichés condescendants: l'homme n'est pas faible, le roi ne croit pas que «rien» ne se passe autour de lui, le politique n'a pas réuni les États pour lever des impôts supplémentaires. Il y a un projet: la justice ne saurait se passer d'un dialogue institutionnalisé avec les représentants des Français, des Français tels qu'ils sont. Le fait et le droit: profondément attaché à la notion de grâce d'état, Louis XVI sait que pour faire le bien, l'autorité doit porter sur une réalité précise autant que se fonder sur une claire perception de ce qui lui est dévolu. L'adolescent qui réclame le droit à la révolte populaire comme à l'indifférence royale a déjà tracé sa voie; plutôt que de pratiquer la politique du pire, il accompagnera son peuple, quelles que soient ses erreurs, en s'efforçant à un rôle de modérateur et à ne pas perdre de vue le but fixé.

De fait, il y a chez lui une bonne dose de prudence capétienne: ne pas affronter de face les parlements, comme l'avait fait Louis XV, mais leur ôter leur pouvoir politique en instaurant des assemblées provinciales qui serviront de banc d'essai aux États-Généraux; se servir de ce qui est, fût-ce, dans les années noires, en espérant que le peuple s'en dégoûtera. Louis XVI a-t-il réellement accepté la Constitution? On peut supposer qu'il aurait, l'opinion une fois stabilisée, poussé à son aménagement dans un sens plus viable. Mais il tenait à un dialogue préalable avec un peuple que les intimidations des «patriotes» privaient déjà de tout moyen d'être entendu.



Ce à quoi il s'est en définitive toujours attaché, c'est à rester le premier représentant - mais héréditaire, inconditionnel - d'une nation qui devait s'unir dans son principe et non dans celui, métaphysique, du «peuple»; elle y aurait vu ses intérêts représentés auprès d'un roi garant d'une constitution jurée, mais de toute la constitution. Les appels, à mesure que se précise le désastre, se font de plus en plus déchirants pour que les Français fidèles remplissent leurs devoirs: ni jacobins ni émigrés, sauvegarder, autour du roi, une paix dont les extrémistes ne veulent pas.

L'idéologie a triomphé de l'unité pluraliste, le délire guerrier va «constituer» le peuple tandis que le roi attend la mort. Sur le mode douceâtre nous jouons à la naissance de la nation à Valmy: à l'heure nucléaire, 1989 ou le charme puissant, quoique suranné, de la chambrée nationale. La dialectique des vertus militaristes est remise sur ses godillots...

Norbert COL

Louis XVI a la parole, Paris, 1989, O.E.I.L., prix franco: 160 F.

Actualité

La question allemande

La question allemande est, plus que jamais, d'actualité. Un petit ouvrage de synthèse, quoique écrit avant les dernières évolutions qui touchent l'Europe Centrale, nous aide à réfléchir.

Quelle est la vocation de l'Allemagne, insérée au cœur de l'Europe entre Slaves et Latins? L'Histoire a déjà montré les tentatives de l'identité allemande: le pangermanisme exacerbé menaçant ses voisins et dont la folie hitlérienne souligne jusqu'où il pouvait aller; ou l'Allemagne, pont entre une Europe de l'Ouest et une Europe de l'Est et dans lequel certains voient aujourd'hui le dénouement inéluctable des transformations européennes; ou bien, ce qui a été la politique de la République Fédérale depuis sa création, un ancrage à l'Ouest, qui lui a garanti sa liberté et sa prospérité.

Les Allemands de l'Ouest sont conscients aujourd'hui des passages obligés de leur avenir: garantir la paix à leurs voisins et maintenir pour eux-mêmes la liberté, le passé nazi et le voisinage communiste constituant deux repoussoirs exemplaires.

Or, la réunification des deux États allemands ne répond pas de prime abord à ces deux contraintes, soit qu'une Allemagne indépendante et réunifiée soit trop lourde de menaces pour ses voisins, soit que la réunification passe par la création d'une entité sous influence soviétique, ce que tous les responsables ouest-allemands ont repoussé depuis toujours.

En fait, si l'Allemagne a pu rester encore si longtemps divisée sans que «la question» ne soit si fortement posée, c'est parce que l'Europe elle-même était coupée en deux. Or, si la situation continue d'évoluer aussi vite en Europe Centrale et en Union Soviétique, il faudra bien regarder notre destin en face. Il n'y a pas de question allemande, il y a une question européenne.

Christian MORY

Renata Fritsch-Bournazel, L'Allemagne, un enjeu pour l'Europe, Ed. Comple, prix franco: 59 F.

A gauche toute

Des socialistes sont encore à gauche. C'est du moins le cas de Marie-Thérèse Mutin qui vient de publier un témoignage savoureux: *Vive la politique*. Membre du P.S., Marie-Thérèse Mutin n'est pas une «militante de base», elle est première secrétaire de la Fédération du P.S. de Côte d'Or, depuis 1977.

Ce petit voyage à l'intérieur du parti socialiste n'est pas toujours... rose. Certains militants de la N.A.R. y retrouveront sans surprise mais avec intérêt les sacs de nœuds des rivalités entre les courants du P.S.

Plusieurs aphorismes (sur le centre, sur le quota de femmes aux postes de responsabilité) sont tout particulièrement réjouissants.

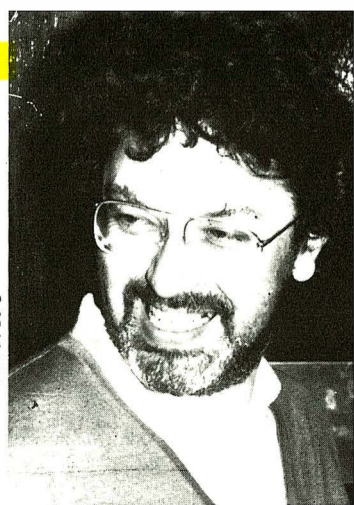
Avec Marie-Thérèse Mutin ce n'est pas comme sur Europe 1 quand on entend certains ministres: pas besoin de regarder sa montre pour vérifier si c'est l'heure des infos ou celle du bébé-show. Elle est de gauche, socialiste et mitterrandiste: elle a le mérite d'accorder du sens aux mots, à ces mots.

Claude BOISSIN

M.-T. Mutin, *Vive la politique*, prix franco: 60 F.

L'homme régénéré ou la maîtrise du temps

Gérard Leclerc



Historienne tout à la fois de l'Ecole républicaine et de la Révolution, Mona Ozouf était mieux préparée que quiconque à sentir et analyser la formidable charge pédagogique de la décennie révolutionnaire. Rassemblant huit essais ou conférences conçus au gré de ses interventions dans les colloques du bicentenaire, elle découvre a posteriori « *un fil un peu lâche* » qui « *court à travers tous ces textes et finit par les rattacher les uns aux autres, pour habiller un thème central: le projet (fou, magnifique, ou les deux à la fois) conçu par la Révolution pour produire et maîtriser de bout en bout le social* ».

Pour l'historien-sociologue, un merveilleux champ de découverte s'ouvre alors. Les hommes de la Révolution ont voulu changer le monde, et d'abord l'homme-lui-même, pour le libérer. Mais ce faisant, ils étaient voués à transformer leur œuvre en une gigantesque « pédagogocratie ». Ce mot que j'emprunte à Claude Nicolet et qui n'apparaît pas sous la plume de Mona Ozouf, me semble désigner aussi adéquatement sa recherche que l'« homme régénéré » qui a le mérite d'appartenir à la langue de bois révolutionnaire. Cette Pédagogocratie articule le projet d'émancipation à la nécessité des Lumières.

Le libéralisme d'aujourd'hui épingle féroce ce paradigme du volontariat social, comme un constructivisme, c'est-à-dire la prétention à la logique prométhéenne qui consiste à remodeler la société. Dans cette perspective, la pédagogocratie révolutionnaire se condamne comme l'initiatrice de toutes les cités totalitaires et des cimetières modernes de la liberté. Mais l'oscillation demeure entre l'exigence de liberté et de droit reconnus et l'exigence de coercition sociale qui constituent les deux pôles indissociables de l'entreprise des hommes de la fin du XVIII^e siècle. Mona Ozouf analyse ainsi, tout en nuances et en contrastes, avec son souci de l'exactitude. Rien ne le montre mieux que l'étude du concept d'opinion publique qui apparaît dans les décennies d'avant 1789. Une fois définie comme « *figure principale du dynamisme de l'histoire* », celle-ci n'échappe pas aux indéterminations de la raison et à la prise humaine. L'opinion publique est susceptible de deux représentations différentes. L'une est moderne, fondée sur des prémisses individualistes et égalitaires. L'autre tente de se prémunir - c'est celle de Rousseau - d'une dissolution du social et du politique. Du coup apparaît « *le rêve archaïque d'une intégration pleine dans le collectif* » qui conduira à « *un pouvoir omnipotent à surveiller l'opinion individuelle jusque dans ses manifestations les plus intimes* ». La Révolution a illustré en même temps ces deux conceptions.

« Car la Révolution est bien, comme l'ont décrite ses partisans, le moment où s'arrête l'obéissance à la nécessité extérieure, où commence l'obéissance à la présence de la raison en soi, à la réalisation de l'idéal universel par l'opinion des hommes raisonnables, l'opinion publique donc. Mais elle est aussi le moment d'un retour imprévu : celui de l'adoration de la nécessité, sous le prétexte de l'horreur des factions, et dans le rêve d'une unité parfaite de la communauté et de ses guides, d'une absorption complète des individus dans la citoyenneté. » Un Saint-Just saura trouver les formules de cette conscience publique qui dicte infailliblement les impératifs catégoriques de la citoyenneté, en écartant les aléas d'une opinion indéterminée.

Mais justement, on peut se demander si toute l'entreprise révolutionnaire n'est pas réellement appelée à son pôle totali-

taire, du fait de son but prométhéen, inaccessible aux méthodes ordinaires. Burke n'a-t-il pas raison de s'en prendre à l'homme mis à nu, réduit à quelques prédicats abstraits, que l'on prétend rendre transparent à lui-même tout en le transformant radicalement ? Peut-on impunément arracher les individus aux rythmes de l'histoire et du temps, sous le prétexte qu'on les rend ainsi à leur nature générique ? Mais il est vrai qu'avec les événements du printemps 1789, les hommes ont été propulsés brusquement dans une temporalité inédite qui semble les délivrer de toutes les nécessités et les lenteurs d'hier ou d'avant-hier.

Le refus de l'aléatoire

Dans cette temporalité nouvelle, l'aléatoire ou la contingence disparaissent. Tout se plie à une miraculeuse nécessité, dont le caractère essentiel tient de la coïncidence de la liberté et de la raison. Qu'intervienne l'événement qui remet en cause l'enchaînement nécessaire des événements, et c'est le trouble, né par exemple, du départ du roi et de son arrestation à Varennes. Les révolutionnaires « *admettent d'autant moins l'événement comme rupture qu'à leurs yeux la seule rupture advenue c'est la Révolution elle-même. Par rapport au prodigieux bouleversement qu'elle a globalement introduit dans l'histoire, que comptent de mesquines et partielles secousses* ».

Précisément, l'autre caractéristique de cette temporalité, n'est-elle pas une sortie du temps ? La Révolution écrit Quinet « *ne remet rien au lendemain, à l'action des années, elle ne se donne même pas sept jours pour faire un monde*. »

C'est aussi que tout est à faire. Contrairement à la révolution américaine, la française opère ex nihilo. Elle fait toute chose nouvelle et l'espace du possible est sans limite. « *Pour régler les destinées du monde, profère Boissy d'Anglas, vous n'avez qu'à vouloir. Vous êtes les créateurs d'un monde nouveau, dites que la lumière soit et la lumière sera* ». Quand la Révolution donnera le sentiment de s'essouffler, il faudra renouer avec l'énergie des temps miraculeux. Dans ce nouvel âge, la régénération tient du même caractère spontané, gratuit et merveilleux. L'illusion lyrique dissipée, une autre régénération apparaîtra « *méticuleuse et dirigiste* », qui ne supporte nulle discordance. La peur de l'échec apparaît avec la définition d'un immense labeur.

La conception du temps est donc capitale, car c'est la possibilité de sa maîtrise qui conditionne l'apparition de l'homme nouveau. Les utopistes du XIX^e siècle retrouveront la même difficulté. Voulant échapper à la brutalité de la terreur, ils ne cesseront pourtant de vouloir recommencer le geste inaugural qui donne comme instantanément la maîtrise de l'histoire.

Aussi est-ce bien le constructivisme qui est en cause. Cette pure politique de la volonté qui s'est perpétuée jusqu'à nous et dont nous voyons aujourd'hui l'effondrement spectaculaire à l'Est. L'étude de la Révolution aurait dû nous persuader par avance de l'échec certain. Mais il est difficile d'échapper à une certaine magie du temps et de la régénération humaine.

Gérard LECLERC

Mona Ozouf, *L'homme régénéré*, NRF Gallimard. Prix franco: 120 F.

L'ingratitude féconde

Léon Bloy, c'est l'excès fait homme. Sous notre regard, il apparaît à la fois parfaitement détestable et tout à fait admirable. Maurice Bardèche, dans la biographie qu'il vient de consacrer à l'écrivain, a su souligner avec art cette ambivalence.

Il y a un mystère Léon Bloy, qui se résume dans un jeu de questions-réponses: «*Comment peut-on aimer Léon Bloy? On ne peut pas. Et pourtant vous l'aimez? Oui, nous l'aimons.*» Le personnage est exécrable, vindicatif et vociférant. Il se plaint des malheurs qu'il provoque. Il réclame une reconnaissance qu'il décourage par avance. Il se justifie et s'excuse sans cesse. «*Mendiant ingrat*», il est prompt à «taper» ses amis qu'il remercie bientôt d'une bordée d'injures. Ses meilleurs compagnons de bohème, Huysmans ou Villiers, se lassent vite de ce caractère ténébreux où la revendication continuelle de la foi la plus pure côtoie constamment une mauvaise foi patente.

Bien sûr, sa vie est tragique. Il n'a pas le sou et ses amours successives se terminent effroyablement. Mais ne fait-il pas tout ce qu'il faut pour fasciner le malheur? Et puis, quand les choses s'arrangent enfin, ce grand contempteur de bourgeois s'installe en patriarche prospère, autoritaire, et plus soucieux de respectabilité qu'un notaire de province.

Léon Bloy commence par la haine, une haine absolue qui rêve des massacres. «*Toute supériorité, tout relief humain devait tomber, s'engouffrer et périr dans le cloaque d'une promiscuité définitive.*» Puis il se rapproche de la branche la plus ultra du catholicisme, un catholicisme encore orthodoxe avec Blanc de Saint-Bonnet mais qui l'est déjà beaucoup moins avec Barbey d'Aureville et Ernest Hello. Comme Hello,



Léon Bloy se croit investi d'une mission divine. La foi retrouvée ne vient en rien tempérer une rancœur généralisée.

Il s'essaye au journalisme, veut faire canoniser Christophe Colomb, le «*Révéléteur du Globe*», et enfin commence une carrière littéraire cahotique. *Le Désespéré*, *le Salut par les Juifs*, *la Femme pauvre*, *le Sang du Pauvre*... Ses romans ne ressemblent pas à des romans, l'intrigue disparaît derrière les théories et les polémiques. Les essais vibrent de souvenirs. L'herméneutique est hasardeuse, et même souvent franchement hérétique. Mais qu'importe! Le style est flamboyant, les formules foudroyantes. Léon Bloy vient bousculer nos béatitudes confortables.

Il est un grand écrivain, et plus qu'un écrivain. Et s'il n'est pas toujours le Job obéissant qu'il s'imagine, c'est un Jérémie vociférant qui ne cesse de venir nous déranger dans nos habitudes d'endormis satisfaits. Et c'est pour ça que nous l'aimons.

Patrick PIERRAN.

Maurice Bardèche, Léon Bloy, La Table Ronde, 412 p., prix franco 190 frs.

Sur le fil

Yannick Bellon à qui l'on doit déjà *L'amour violé*, *L'amour nu* ou *La triche*, excelle lorsque, dans ses films, elle aborde des sujets de société. Sa dernière réalisation n'échappe pas à la règle.

Les enfants du désordre, relate l'itinéraire d'une jeune toxicomane, incarcérée pour consommation, recel et vente de stupéfiants et qui, à sa sortie de prison va trouver refuge dans une institution où des jeunes gens en difficulté réapprennent à vivre en société et essaient de trouver le salut dans le théâtre. Certains y parviennent, non sans difficultés, d'autres «replongent» et retournent en prison.



Cette structure d'accueil pour jeunes délinquants existe bel et bien. C'est elle qui constitue le sujet du film et ce sont ses pensionnaires qui jouent leur propre rôle, au côté d'acteurs chevronnés. *Les enfants du désordre* est avant tout l'histoire réussie d'une rencontre entre des acteurs professionnels, de la trempe d'Emmanuelle Béart ou Robert Hossein, et les acteurs amateurs du théâtre du Fil, devenu le théâtre de la Comète (1), dans le film.

Ce genre de production court le risque que la communion nécessaire à sa réussite, ne s'établisse pas entre les acteurs confirmés et les acteurs amateurs. Soit parce que les premiers ne parviennent pas à

trouver leurs marques, gênés par le jeu trop naturel des seconds, soit parce que les amateurs sont déconcertés par le jeu trop sophistiqué des professionnels. Rien de tel ne se produit ici. L'accord parfait entre les uns et les autres se réalise et les seconds rôles ne servent pas uniquement de faire-valoir et ont une existence propre.

Si la réputation de Robert Hossein n'est plus à faire, il n'en va pas de même d'Emmanuelle Béart qui n'a jamais véritablement fait ses preuves. C'est désormais chose faite avec le personnage de Marie qui lui permet de montrer ce dont elle est capable. Elle trouve, dans *Les enfants du désordre*, un rôle de personnage féminin comme on aimerait en voir plus souvent au cinéma.

L'absence de discours moralisateur inhérent généralement à ce type de films contribue également à la réussite de l'ensemble. En effet, à aucun moment Yannick Bellon, ne porte de jugement sur les personnages de délinquants qu'elle met en scène. Avec objectivité, sans manichéisme, elle décrit des situations parfois tendres, souvent conflictuelles, toujours très fortes, mais ne cherche pas à démontrer quoi que ce soit. Cela est d'autant moins nécessaire qu'elle parvient, sans sentimentalisme, à émouvoir, par son sens de la mise en scène et de la direction d'acteurs.

Nicolas PALUMBO

(1) Du nom d'une pièce, «*La semaine de la comète*» récemment interprétée par le Théâtre du Fil dans différentes villes de France et que l'on pourra voir du 24 novembre au 11 décembre 1989 au théâtre du Soleil à la Cartoucherie de Vincennes.

Paris bouge-t-il ?

Depuis longtemps, et un peu paradoxalement, notre organisation militante dans la région parisienne était quasiment inexistante. Les choses en ce domaine sont-elles en train de changer ?

Paradoxal en effet de voir qu'en région parisienne - qui regroupe une part non négligeable de notre potentiel humain - aucune action spécifique n'était menée depuis plusieurs années. Les causes de cette carence étaient diverses. Une d'entre elles, et non des moindres, tenait au fait que les activités de la direction nationale du mouvement accaparaient l'essentiel du temps de nos cadres parisiens.

Depuis la rentrée, nous avons décidé de pallier ce défaut et plusieurs indices nous permettent de penser qu'il est en passe d'être corrigé.

Chez les jeunes tout d'abord où, dans le cadre de la structure de «Jeune et Royaliste», deux correspondants ont été nommés qui ont pour charge de mettre sur pied un certain nombre d'activités à Paris. Le samedi 11 novembre une première réunion de travail a rassemblé une trentaine de lycéens, étudiants ou jeunes travailleurs qui ont arrêté en commun le principe d'une action militante immédiate qui va incessamment commencer.

Mais il n'y a pas que chez les jeunes où cela bouge. Le 19 novembre, une première réunion d'adhérents de la région parisienne s'est tenue pour déterminer les axes à privilégier. D'autre

part, il y a été décidé de faire un effort tout particulier pour qu'adhérents et sympathisants puissent faire mieux connaissance les uns avec les autres. Pour cela deux activités spécifiques auront lieu courant janvier: tout d'abord (le 6 janvier), un «pot de nouvel an» où tous nos amis pourront se retrouver dans une ambiance sympathique, d'autre part une session d'information (le 20 janvier) qui permettra aux «nouveaux» de mieux faire connaissance avec la N.A.R. et d'avoir des réponses aux questions qu'ils se posent à son sujet.

Devant ces prémices prometteuses, nous faisons appel à tous ceux de nos lecteurs qui voudraient nous aider, afin qu'ils se joignent rapidement aux actions engagées.

Un dernier point enfin : le siège manque cruellement de main d'oeuvre pour assurer des tâches matérielles pourtant indispensables (pliage de journaux, mise sous enveloppe, etc). Là encore nous sollicitons l'aide de personnes qui pourraient y consacrer quelques heures par semaine. Nous décharger de ces travaux nous permettrait d'être plus efficaces et disponibles pour le reste...

Merci de répondre à cet appel.

Yvan AUMONT

SARTHE

Une réunion d'information avec Nicolas Lucas, délégué régional, aura lieu le Vendredi 1er Décembre de 18 h à 20 h à l'Hôtel d'Anjou, 27 bd de la Gare au Mans. En plus du thème général: «Découvrir la N.A.R. à travers l'actualité», Nicolas Lucas exposera la nouvelle campagne d'affi-

ches de la NAR et Ludovic Schmitt, correspondant départemental de «Jeune et Royaliste» présentera le jeune mouvement royaliste.

Une permanence téléphonique est assurée tous les vendredis de 18 h à 20 h par Ludovic Schmitt (43.81.60.75) à l'intention des personnes désireuses de se renseigner sur les activités dans la Sarthe.

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 -Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

Mercredi 29 Novembre - Au delà des bouleversements politiques, le projet révolutionnaire prétendait favoriser la naissance d'un homme nouveau: transformer les sujets en citoyens, les hommes enchaînés en hommes libres. C'est l'étude de cette tentative utopique qui est l'objet du dernier livre de **Mona OZOUF** «L'homme régénéré». Collaboratrice du «Nouvel observateur» et du «Débat», Mona Ozouf est directeur de recherches au Centre national de la recherche scientifique, elle a écrit en collaboration avec François Furet le «Dictionnaire critique de la Révolution française».

SEINE MARITIME

Bertrand Renouvin sera à Rouen le vendredi 8 décembre pour une réunion débat sur le thème «A quoi servent les royalistes ?». La réunion aura lieu à 18 h et sera suivie d'un repas. Renseignements et inscriptions auprès de Philippe Cailleux, 54 Rue Pasteur, 76240 Le Mesnil Esnard (téléphone 35.80.32.88).

AFFICHES «JctR»

Les nouvelles affiches de «Jeune et Royaliste» sont disponibles. Format 40x60 cm en trois couleurs. Prix franco : un ex. : 5 F - 45 ex. : 52 F - 140 ex. : 144 F. Commandes au journal.

Communiqué

A.A.M.F.

L'association des Amis de la Maison de France tiendra son **Assemblée générale** le Samedi 2 décembre de 9 h 30 à 17 h dans les Salons de l'Hôtel Bedford, 17 rue de l'Arcade, Paris 8ème. Seuls les adhérents de l'association, à jour de cotisations, pourront participer à cette assemblée (les adhérents en retard de cotisations pourront régulariser leur situation à l'entrée de la salle).

A l'occasion de cette assemblée, et sous la présidence de **S.A.R. la princesse Claude de France**, aura lieu un **déjeuner** (auquel peuvent se joindre les non-adhérents - participation aux frais 200 F).

D'autre part, et rattrapant son retard, l'A.A.M.F. vient de publier simultanément deux numéros de son journal **«Alliance royale»**, dont un numéro spécial en couleur consacré au mariage de la princesse Marie (prix du numéro 25 F franco).

Rappelons que l'**adhésion** à l'Association (cotisations: 100F par an) donne droit à l'abonnement gratuit à «Alliance royale».

Toute correspondance à A.A.M.F. - B.P. 314 - 75365 Paris cedex 08.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à:

«Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Politique et fatalité

Le moment historique que l'Europe est en train de vivre nous incite d'abord à l'humilité: tant d'analyses, de prévisions et de scénarios se trouvent aujourd'hui démentis ou dépassés que nous devons observer une extrême prudence quant aux jugements immédiats et aux anticipations, pessimistes ou non, qui nous sont actuellement proposés.

Il est certes normal que la joie d'assister au mouvement de libération de la population d'Allemagne de l'Est soit mêlée d'inquiétude. La chute symbolique du mur de Berlin n'est pas en elle-même une garantie de paix, et l'Europe mettra du temps à trouver un nouvel équilibre. Dans cette situation complexe, chacun a sa part de responsabilité, grande ou petite. Non seulement les chefs d'Etat et les diplomates, mais aussi les citoyens.

RISQUES

Que les données soient bouleversées ou seulement modifiées, il importe de refuser une dramatisation artificielle des enjeux qui provoquerait des réactions de panique. Or nous savons que la question allemande se prête à ce genre de manipulations, auxquelles l'évocation de trois guerres et le rappel des données géo-politiques donnent de la crédibilité. De telles analyses sont faciles et dangereuses, et d'autant plus séduisantes qu'elles semblent avoir pour elles la profondeur historique. Mais cet empirisme simplet n'est que le masque d'un déterminisme aussi stupide et stérile que celui naguère invoqué par la vulgate marxiste.

La détermination rigoureuse d'une situation politique suppose en effet que l'ensemble des facteurs soit connu, que leur interaction soit complètement établie, qu'ils ne puissent se modifier pendant la durée de l'évolution, ou bien qu'un des facteurs soit considéré comme absolument décisif. Or cette science des évolutions politiques et sociales n'est pas faite, et ceux qui ont prétendu la posséder se sont toujours lourdement trompés. Dans le cas qui nous préoccupe, les hypothèses avancées sont certes utiles à la réflexion, mais elles sont trop générales pour qu'on puisse en déduire une nécessité historique. Un désir d'unité peut rassembler les deux Allemagnes, mais

la fusion des deux Etats et la logique impériale ne sont pas des chemins obligés. Des sentiments nationalistes exacerbés peuvent conduire à une balkanisation de l'Europe centrale, mais le souvenir des guerres passées peut aussi les contenir. Une Allemagne réunifiée et neutraliste liée à l'empire russe n'est pas inconcevable, mais les données géo-politiques n'entrent pas seules en ligne de compte.

Ces incertitudes ne sont pas rappelées pour justifier un quelconque relativisme, et une acceptation résignée à la force des choses. Au contraire. Mettre en garde contre le déterminisme, dénoncer les analyses qui s'appuient exclusivement sur les faits et les tendances du passé montre le rôle décisif qu'auront à jouer les politiques dans l'établissement d'un nouvel équilibre européen. Dans la vie d'un pays comme dans les relations internationales, il n'y a pas d'action politique digne de ce nom qui ne modèle la réalité au lieu de s'y soumettre, qui résiste aux prétendues fatalités au lieu de s'y livrer.

POINTS D'APPUI

Cette volonté politique, nécessaire pour que l'Europe devienne un grand lieu de paix et de liberté, n'est certes pas absolue. Elle doit tenir le plus grand compte des données géographiques, des tendances historiques, des aspirations populaires, des passions et des pulsions. Pour les avoir ignorées ou sous-estimées, les artisans du traité de Versailles avaient enclenché une mécanique homicide en croyant faire la paix. Mais nous sommes avant le traité, et tout à fait capables d'éviter la réapparition de logiques dangereuses.

Le rôle des responsables politiques est évidemment capital quant à la question allemande. Même si la RDA peut être considérée, en raison du commerce inter-allemand, comme le 13ème Etat de la Communauté européenne, même si la libre circulation des personnes s'instaure définitivement entre les deux Allemagnes, la réunification n'est pas faite: la destruction du Mur n'efface pas la frontière entre les deux Etats, la question du statut de Berlin et de la signature du traité de paix restent posée, et l'unité alle-

mande, dès lors qu'elle serait souhaitée par les principaux intéressés, peut prendre des formes autres que fusionnelles.

L'importance de ces enjeux, qui ne doivent pas faire oublier ceux qui concernent l'ensemble des anciennes démocraties populaires, souligne la nécessité d'une concertation permanente entre les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Est et de l'Ouest. Cela signifie que l'Union soviétique ne doit pas être considérée comme une puissance ennemie qu'il faudrait déstabiliser, mais comme un partenaire dans la recherche du nouvel équilibre européen. Français, Américains, Anglais et Polonais ont admis depuis longtemps cet état de fait, dont chaque citoyen doit maintenant s'aviser.

Dans cette vaste concertation, et par rapport à la question allemande, la Communauté européenne est appelée à jouer un rôle majeur. Encore faut-il que son identité soit bien précisée. Trop longtemps, le mythe fusionnel a alterné avec des prédictions catastrophiques. Il faut maintenant que la CEE dise ce qu'elle est: un ensemble de nations décidées à coopérer dans de multiples domaines, politiques, sociaux, économiques et culturels, et se donnant les moyens institutionnels et techniques qui lui sont nécessaires. Il ne fait pas de doute que l'ensemble ainsi défini doit renforcer sa cohérence et développer sa coopération avec les pays qui en ont besoin, afin d'être par elle-même facteur d'équilibre sur le continent. Bien des dangers seront évités si l'association ou l'agrégation des pays qui en font la demande continuent à être décidées en commun, de même que le développement des relations économiques avec l'Europe du centre et de l'Est.

Le pire n'est donc pas certain. Il l'est d'autant moins que nous avons la chance d'avoir, en Europe, aux Etats-Unis et en Russie, des dirigeants lucides et avisés. C'est tout particulièrement le cas de MM. Busch et Gorbatchev, de Lech Walesa, et de François Mitterrand. Le président de la République bénéficie de l'expérience acquise depuis 1981 et dispose de la durée, et le souci qu'il a du rang de la France n'est plus contesté. Tant qu'il sera là, nous ne serons pas trop inquiets.

Bertrand RENOUVIN

